

Le 15 septembre 2023

## **PROCES-VERBAL**

**du Conseil Municipal du 22 juin 2023**

**de la Ville de Saint-Malo**

---

**M. Gilles LURTON :**

Bonjour à toutes et à tous, merci beaucoup de votre présence à ce Conseil municipal. Si vous voulez bien, je vais donner la parole au plus jeune d'entre nous, il s'agit de Madame KHELIF-JOURNE. Vous avez la parole.

**Mme Anna KHELIF-JOURNE:**

Merci, Monsieur le Maire, je vais donc procéder à l'appel.

**M. Gilles LURTON :**

Merci Mme KHELIF-JOURNE.

Je vous informe que suite à la démission de Monsieur Johan Leconte, par courrier en date du 28 avril 2023, Madame Anne Claire CLAVIER, qui était la personne suivante sur la liste Saint-Malo au cœur des Possibles, est installée conseillère municipale et siège au conseil municipal pour la première fois ce soir, nous lui souhaitons la bienvenue. Nous lui disons que l'administration municipale mais également les adjoints sont à sa disposition pour lui apporter toutes les précisions dont elle pourrait avoir besoin dans l'exercice de son mandat. Et nous lui présentons tous nos vœux de réussite pour la moitié du mandat qu'il reste à courir d'ici le prochain mandat. Je pense qu'on peut vous applaudir.

Je profite de ce message pour vous présenter Madame Céline BRETEL, je crois que c'est son premier conseil municipal, non, c'est le 2<sup>ème</sup>, excusez-moi, alors, je ne vous représente pas. Mais vous avez donc toute l'administration municipale qui est ici présente : Monsieur PERNET, le Directeur Général des Services, Madame BRETEL, la Directrice Générale Adjointe des services, Monsieur NIVOT, Directeur des Services Techniques, Monsieur POTTIER, Directeur du Service de l'Urbanisme, et Monsieur AVRIL, mon Directeur de Cabinet, qui se tient également à votre disposition de la façon la plus courtoise qu'on lui connaît pour tout renseignement dont vous pourriez avoir besoin.

- Adoption du procès-verbal de la séance du 13 avril 2023 :  
Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).
- Compte-rendu des décisions prises au titre de l'article L2122-22 du CGCT :  
Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).
- Liste des avenants et marchés conclus depuis le dernier Conseil Municipal  
Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

## **- 1 - Délégations du conseil municipal au maire au titre de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales**

M. Nicolas BELLOIR rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

## **- 2 - Clôture du budget annexe Régies des Zones Industrielles**

M. Nicolas BELLOIR rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

## **- 3 - Affectation des résultats de l'exercice 2022 - Budget principal et budgets annexes**

M. Nicolas BELLOIR rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

## **- 4 - Budget supplémentaire 2023 - Décision modificative n° 1**

### **M. Gilles LURTON :**

Nous arrivons ensuite à la première décision modificative depuis le vote du budget qui a eu lieu au mois de décembre 2022. Je vous rappelle que nous avons pris la décision au début du mandat, d'essayer au maximum de voter le budget annuellement, c'est-à-dire qu'il puisse s'écouler tout au long de l'exercice de l'année civile, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre. Ce n'était pas le cas avant, puisqu'il était voté juste avant le 31 mars. C'est clair qu'au moment où nous votons le budget au mois de décembre, nous n'avons pas toujours les décisions de dotations et autres et nous sommes conduits 6 mois après, à

adopter une 1<sup>ère</sup> décision modificative qui sera sans doute suivie d'une 2<sup>ème</sup> à l'automne. Je laisse la parole à Nicolas BELLOIR.

M. Nicolas BELLOIR rapporte la délibération. Cette présentation est accompagnée d'une projection.

**M. Gilles LURTON :**

Merci beaucoup Nicolas pour ces précisions qui me paraissent parfaitement claires et qui nous permettent de comprendre que malgré toutes les évolutions budgétaires, nous arrivons tant bien que mal à retomber sur nos pieds pour équilibrer notre budget et tenir bon le cap que nous nous sommes fixés sur les finances de la Ville. Jacques Hardoin demande la parole.

**M. Jacques HARDOIN :**

Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à tous, non juste remercier d'abord Nicolas pour cette présentation excessivement claire, mais aussi me féliciter et féliciter surtout tous nos collègues, les chefs de service et l'ensemble des agents de la collectivité pour la bonne tenue de ce budget.

Partir en début d'année avec dans la chaussure un caillou de moins de 2 000 000 €, ce n'est pas chose facile, même si on a eu des bonnes surprises sur les tarifs de l'énergie mais 1 800 000 € d'économies sur les tarifs d'énergie, ce n'est pas que les tarifs, c'est surtout, les décisions qui ont été prises en termes d'économies d'énergie et qui ont sur une demi-année bien portées leurs fruits. Donc, je pense que l'intérêt quand même, c'est de retomber, comme disait Monsieur le Maire, à l'instant sur nos pieds et de continuer à pouvoir développer des investissements au titre de la collectivité. Donc je voulais juste partager des remerciements avec l'ensemble des équipes.

**M. Gilles LURTON :**

Merci beaucoup Monsieur Hardoin. Monsieur VAURY.

**M. Edouard VAURY :**

Merci, Monsieur BELLOIR pour la présentation. J'ai une petite question sur le budget de fonctionnement, donc qui est déficitaire de 90 000 € et on a voté juste avant une affectation donc du budget annexe pour la zone industrielle de 720 000 €. C'est cela qui se reporte au budget de fonctionnement. Si on n'avait pas voté, du coup le budget de fonctionnement, on serait en déficit de plus de 600 000 €, c'est bien cela ?

**M. Gilles LURTON :**

Monsieur BELLOIR à la parole.

**M. Nicolas BELLOIR:**

Oui, la fermeture du budget des zones industrielles avait été donc imaginée au moment de la présentation du BP, puisque nous savions qu'il n'avait plus d'utilité. Ce qu'il faut avoir à l'esprit, c'est que nous savions qu'il y avait un excédent capitalisé sur ce budget-là qui avait été présenté au moment du BP, mais dans le budget annexe RZI et donc on savait qu'on pouvait, si on fermait ce budget, capter cet excédent à hauteur de 720 000 euros. Et évidemment, si nous n'avions pas eu cette possibilité-là, nous aurions eu sur le budget principal comme vous l'évoquez ce financement en moins, mais sur le

budget consolidé de la collectivité, le résultat aurait été le même puisque vous savez que les budgets consolidés c'est l'agrégation du budget principal, plus tous les budgets annexes. Donc oui sur le budget principal mais nous avons saisi cette opportunité. C'est une opération qui peut se faire au moment où on le clôture, on sait qu'elle ne se reproduira pas une deuxième fois.

Ayons à l'esprit sans avoir de précision sur le mécanisme qui sera utilisé, mais que nous avons un budget annexe sur le port de plaisance et là aussi, ce budget annexe aura une évolution en 2024 ou un peu plus tard puisque nous allons intégrer ce budget dans le cadre de la Société Publique Locale Bretagne Plaisance. Donc, c'est une possibilité qui est offerte à la collectivité. Mais à chaque fois, c'est sur une seule opération, donc c'est pour ça qu'il faut rester très vigilant sur la maîtrise des dépenses de fonctionnement. Rien n'est gagné et c'est un exercice qu'il faut mener au quotidien et l'évolution très significative de la situation en quelques mois à la hausse comme à la baisse, nous appelle justement à maîtriser encore plus nos dépenses de fonctionnement. Donc c'est vrai qu'on a profité de cette opportunité de clôture de ce budget de régie des zones industrielles, mais ce dispositif ne sera pas possible chaque année.

**M. Gilles LURTON :**

Merci très bien, Madame LE GAGNE.

**Mme Anne LE GAGNE :**

Merci Monsieur le Maire. Trois questions en faites concernant les espaces verts : + 281 000 €, je ne suis pas sûre d'avoir bien saisi en fait le sujet uniquement sur les révisions de marché, si j'ai compris et si tel est le cas, cela voudrait dire que l'année prochaine nous n'aurions pas ce delta-là, donc je veux bien avoir votre point de vue. Le 2<sup>ème</sup>, c'est sur les 105 130 € concernant le Droit du Sol et la mutualisation avec SMA.

Est-ce que c'est quelque chose qui est dynamique, est-ce que c'est quelque chose qui est valable pour cette année et en quelle mesure sur les années suivantes ? Si tel était le cas, quelle serait l'incidence financière ? Et le 3<sup>ème</sup> point, c'est les atténuations crédits, j'ai vu qu'il y avait un sujet sur les réserves du Musée Maritime, il y avait aussi un sujet sur le projet de l'AMIDS (Association Malouine d'Insertion et de Développement Social), et j'aimerais bien que vous nous expliquiez.

**M. Gilles LURTON :**

Ok, très bien, je vais commencer et puis je laisserai Nicolas BELLOIR compléter. Donc sur les espaces verts effectivement, des augmentations des coûts de marchés importantes comme dans tous les domaines, mais également des travaux imprévus qu'il nous a fallu prendre en compte pas encore forcément réalisés, mais prendre en compte et réaliser d'urgence. Je pense par exemple à des falaises qui provoquent des dangers à cause de l'éffritement sur certains secteurs de falaises sur lequel nous devons absolument intervenir d'urgence et qui nous obligent à inscrire des budgets supplémentaires.

Sur les services communs de Saint-Malo agglomération, je laisserai Nicolas BELLOIR me compléter sur ces sujets, mais je veux quand même apporter quelques précisions. Sur les services communs de Saint-Malo agglomération, nous avons 2 services communs à Saint-Malo agglomération : la DMRN (Direction Mutualisée des Ressources Numériques)

entre Saint-Malo, Cancale et Saint-Malo Agglomération qui est une direction pour laquelle le travail se renforce de plus en plus.

Une direction qui est manifestement sous équipée en personnel et qu'il faut que nous renforçons, sinon elle n'arrivera pas à assumer toutes les mesures que nous devons assumer en matière de sécurité informatique et dans tous ces domaines. Mais c'est des discussions que nous avons avec Saint-Malo Agglomération.

Au niveau du 2<sup>ème</sup> service commun, il s'agit de la direction du droit des sols qui est un service commun, qui n'est pas cette fois-ci à Cancale, Saint-Malo et Saint-Malo agglomération, mais à l'ensemble des communes de l'agglomération, et qui est un service, je ne sais pas s'il s'est doté en personnel, ce que je sais, c'est qu'il subit quelques absences, et que la quantité de travail qui est la sienne est également très importante, d'autant plus que tout ce qui concerne le droit des sols aujourd'hui fait l'objet d'éternels recours, ce qui complique encore davantage les travaux de ce service. Ce service vient de changer de lieu géographique de bureau, ce qui nous a obligé à louer un plateau de bureaux pour l'installer au niveau de Saint-Malo agglomération, mais pour l'ensemble des communes, ce qui n'est pas non plus sans augmenter les charges puisque ce service était logé actuellement dans les locaux de ce qu'on appelle la Direction Aménagement et Urbanisme dans le Fort du Naye que nous devons quitter comme c'était prévu dès qu'il a été construit. , en principe, c'était au 31 décembre 2022, la direction du Port a accepté de reporter cette date au 31 décembre 2023. Le service droit des Sols ira s'installer sur un plateau de bureaux, provisoirement pour le moment (on peut avoir d'autres perspectives de regroupement, notamment des bureaux de Saint-Malo agglomération), ira s'installer sur un plateau de bureaux dans les immeubles des Alysés. Nous allons louer, nous allons signer un bail commercial que nous passerons en Conseil communautaire la semaine prochaine. Nous installerons le service droit des Sols, mais ce qui est clair, évidemment, je ne peux pas vous dire qu'on va augmenter les capacités de fonctionnement du Droit des Sols parce que cela dépend d'une discussion de l'ensemble du bureau de Saint-Malo agglomération. Il faut que tous les maires soient d'accord pour augmenter leur quote-part à la division de droit des sols pour qu'on puisse augmenter. Mais ce que je sais, c'est qu'aujourd'hui la charge de travail du service droit des Sols est très importante.

Sur le projet de l'AMIDS, nous travaillons depuis 3 ans avec les services de l'État et avec l'Amids. Il est apparu que malgré tous les efforts engagés par les sous-préfets qui se sont succédés, les efforts engagés par notre collectivité également et les efforts engagés par l'Amids, nous ne parvenons pas à boucler le budget de restructuration du bâtiment sur place, rue Monsieur Vincent. Il nous a donc fallu réfléchir. Il s'est posé la question, si la construction d'un nouveau bâtiment ne coûterait pas moins cher qu'une restructuration sur place, avec des exigences quand même assez fortes, que je respecte tout à fait, c'est tout à fait normal, mais qui sont là et qui coûtent cher, de l'architecte des Bâtiments de France. Donc voilà, c'est à cela que nous réfléchissons actuellement à une reconstruction sur un autre site des locaux de l'Amids et nous sommes en train de travailler avec les services de l'État sur la réalisation d'un budget. À cette fin, nous avons une somme inscrite au budget de la Ville pour la réalisation de cette restructuration sur place. Cette restructuration ne se faisant plus, cela a été annoncé au Conseil d'administration de l'Amids, il y a à peu près un mois maintenant. Nous annulons la

somme qui était prévue au budget primitif. Nous la réinscrivons évidemment le jour où nous aurons un nouveau projet. Sur le reste, Nicolas, je te laisse compléter.

**M. Nicolas BELLOIR :**

Je n'ai pas beaucoup d'éléments à apporter en plus. Simplement, vous donner un ordre d'idée sur les marchés concernant les espaces verts, l'augmentation varie entre 7,6 et 8,8 % en fonction des lots, donc effectivement c'est des choses que nous devons intégrer et c'est ce que l'on fait dans le cadre de cette décision modificative. C'est la raison pour laquelle, j'insiste bien, la maîtrise des dépenses de fonctionnement est essentielle. Et donc quand Monsieur VAURY posait sa question justement, sur l'intégration du résultat des 720 000 € de la RZI, évidemment, je dis que c'était une opération à un coût. Le déficit de fonctionnement n'est pas de 90 000 €, c'est l'atténuation du virement à la section de fonctionnement qui est de 90 000 €. Nous ne sommes pas en déficit de fonctionnement. C'est vraiment l'atténuation sur les 2 400 000 € que j'avais présenté au moment où on a voté le BP. Donc si vous voulez c'est juste cette atténuation, elle est là, elle est à hauteur de 90 000 € si tant est que la facture EDF reste d'un montant de 175 000 €.

**M. Gilles LURTON :**

Merci. Oui, Madame LE GAGNE.

**Mme Anne LE GAGNE :**

Merci beaucoup, merci pour ces explications, même si je ne vais pas partager l'enthousiasme de Monsieur Hardoin parce que si je comprends bien le projet de l'Amids est reporté. Donc moins de projets, moins de dépenses, on est d'accord là-dessus donc effectivement, si ce projet avait été mené, vous ne nous présenteriez pas tout à fait la même image. Donc c'est tout ce que je voulais dire.

**M. Gilles LURTON :**

Si ce budget avait été mené jusqu'au bout, les 200 000 € que nous avons inscrits pour la réalisation de ce projet, aurait été inscrits. Moi, je compte bien que les dépenses que nous avons prévues d'engager pour l'Amids, soient réinscrites dans un prochain budget. Dès que le projet sera prêt, et nous réaliserons, comme nous nous y sommes engagés, les locaux de l'Amids avec tous les financements que nous avons dégagés, que ce soit à Saint-Malo agglomération, que ce soit à la Ville de Saint-Malo, et j'espère, bien entendu, que l'État maintiendra ses financements ou trouvera les moyens de nous aider sous une autre forme. Mais cette décision, elle a été prise d'un commun accord entre à la fois Emeraude Habitation, qui était le maître d'ouvrage de l'opération, l'Amids, la Ville de Saint-Malo et les services de l'État. Devant une situation qui, depuis 3 ans, n'aboutissait pas financièrement. Voilà donc, moi je n'ai aucune inquiétude sur ce sujet. J'ai même pris immédiatement toute disposition pour que nous puissions trouver un nouveau terrain, ce qui n'est pas forcément chose facile à Saint-Malo, mais nous l'avons fait, ce qui nous permettra de réaliser le siège de l'Amids. Si nous parvenons à concrétiser le projet jusqu'au bout, nous y arriverons, même si c'est compliqué, mais nous y arriverons bien entendu.

Monsieur BELLOIR et Monsieur HARDOIN après.

**M. Nicolas BELLOIR :**

Merci sans revenir sur ce projet de de l'Amids après c'est une question d'appréciation. Mais simplement préciser à Mme LE GAGNE que je ne partage pas tout à fait sa vision des choses sur la diminution de l'investissement.

Simplement, j'ai présenté tout à l'heure un élément important. J'ai dit que les dépenses réelles d'investissement étaient en augmentation de 1 100 000 €, cela veut dire que dans le cadre de ce budget supplémentaire, oui, il y a parmi lesquelles le projet Amids que vous avez évoqué et vous avez parfaitement raison, des demandes complémentaires de 3 800 000 € et des atténuations de crédits à hauteur de 2 700 000 €, ce qui fait qu'en matière d'investissement, c'est 1,100 millions d'euros d'investissements supplémentaires au BP 2023, suite à cette décision modificative.

**M. Gilles LURTON :**

Très bien, Monsieur HARDOIN.

**M. Jacques HARDOIN :**

Je voulais apporter quelques précisions, peut-être sur les réserves du musée puisqu'il y avait un léger décalage. Effectivement, ce décalage fait que les travaux qui étaient prévus sur le 2<sup>ème</sup> semestre 2023 n'auront pas tous lieu, même si le chantier, on l'espère bien, démarrera avant la fin 2023. Simplement lorsque l'architecte nous a remis l'enveloppe du projet de la construction, cette enveloppe dépassait, compte tenu notamment des augmentations des matières premières, de près de 10 % le budget qui était prévu, donc il y a eu un travail assez long d'aller-retour entre nos services et le cabinet d'architecte pour optimiser au maximum les espaces, réduire certains espaces qui obligatoirement n'étaient pas indispensables et tout en conservant les espaces bien entendu de conservation et plutôt des espaces techniques. Et cela a permis ces allers-retours de ramener le budget à ce qu'il était initialement prévu, donc c'est un retard mais un retard un petit peu vertueux.

**M. Gilles LURTON :**

Complètement vertueux, merci beaucoup.

Est-ce qu'il y a d'autres interventions s'il n'y a pas d'autres interventions ?

Je vais vous préciser que Madame Anne-Laure MOREAU, Madame Clarisse BECHU et Madame Annie CAILLIBOTTE sont entrées en séance et je vais mettre aux voix cette délibération. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Opposition de Madame BEAUDOUT, opposition de Madame LE GAGNE, opposition de Madame CLAVIER, opposition de Mme SAGET, opposition de Monsieur VAURY et le pouvoir de Monsieur RICHARD s'oppose également. Des abstentions ? Il n'y en a pas. La décision modificative est donc adoptée.

- - - - -

**- 5 - Révision des autorisations de programme et des crédits de paiement - exercice 2023 - DM1**

M. Nicolas BELLOIR rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

## **- 6 - Contrat de délégation de service public pour l'exploitation du Palais du Grand Large avec la SPL "Destination Saint-Malo Baie du Mont Saint-Michel" - Avenant n° 3**

Présidence de Mme DUPUY

M. HARDOIN rapporte la délibération.

**Mme Isabelle DUPUY :**

Merci. Est-ce qu'il y a des questions ? Oui, Madame LE GAGNE.

**Mme Anne LE GAGNE :**

Madame la Présidente, oui, j'ai 2 questions en fait. Là, on apprend qu'il y a la possibilité d'avoir une mise à disposition 5 jours par an. Je voulais savoir quels étaient les projets, qui allaient être déployés dans ce cadre-là ?. Et puis effectivement, dans le cadre du soutien de la Ville aux 3 grands festivals qui sont Etonnants Voyageurs, Classique au large et Quai des Bulles, on lit dans la délibération qu'il y a un taux de réduction donc 50 % sur les mises à disposition des salles, de 30 % sur le matériel et la propreté du PGL et de 30 % sur toute la signalétique du Palais du Grand Large. Je voulais savoir d'un point de vue concret et financièrement, quelle était l'enveloppe que cela représentait ?

**Mme Isabelle DUPUY :**

Je laisse Jacques HARDOIN apporter des éléments concernant vos questions.

**M. Jacques HARDOIN :**

Je ne vais pas pouvoir vous répondre, Madame LE GAGNE. Sur la première question effectivement, à ma connaissance, moi personnellement, je n'ai pas connaissance des prévisions d'événements qui sont inscrits qui pourraient être inscrits par la Ville, je pense qu'on pourra poser la question, si vous le voulez, à Monsieur le Maire. Pour la 2nde partie, je ne suis absolument pas capable ce soir de vous donner une réponse, mais je vais me renseigner et on vous apportera cette réponse. Attendez, on me souffle dans l'oreillette. Je vais vous faire une réponse de militaire, ça varie avec chaque événement.

**Mme Anne LE GAGNE :**

Oui, justement puisque ça varie en fonction de chaque événement et qu'on connaît la charge pour chaque événement, la diminution, mais je ne veux pas vous mettre en difficulté, mon propos n'est pas là, c'est juste de savoir qu'est-ce que cela représente pour la Ville d'économie parce que c'est quand même pas neutre et quand on sait le coût de la location du Palais du Grand Large. Donc je voulais juste savoir concrètement ce que ce qu'il y avait derrière les 50 % d'un côté, les 30 % de l'autre et les 30 % de l'autre. Peut-être que c'est beaucoup moins que ce que j'avais imaginé. Mais voilà, cela représente quand même 3 grands festivals et voilà, c'était juste pour savoir d'un point de vue sonnant et trébuchant, à quoi cela correspondait.



**M. Jacques HARDOIN :**

Alors juste une précision, mais on vous donnera tous les éléments, c'est bien entendu. Juste une précision, il y avait déjà des remises. C'était déjà des tarifs remisés qui étaient faits aux associations. Là simplement la délibération, elle cadre les conditions tarifaires. Mais il y en avait déjà, donc on vous donnera exactement le détail des budgets ultérieurement.

**Mme Isabelle DUPUY:**

Ce qui est sûr, c'est que votre question est tout à fait intéressante et on vous apportera une réponse détaillée qu'on ne peut pas faire ce soir. Ensuite ce que je peux quand même vous dire ce n'est pas tellement une économie pour la Ville puisque des tarifs adaptés enfin négociés, existaient déjà. C'est plus que suite aux travaux, en outre, les tarifs ne correspondaient plus à la même réalité en plus, donc il a fallu les actualiser. C'est plus complexe qu'il n'y paraît et on vous apportera une réponse très prochainement. Parce que c'est vrai que c'est intéressant de pouvoir comparer. Est-ce que d'autres questions émergent ? Oui, Madame BEAUDOUT.

**Mme Sophie BEAUDOUT:**

Merci de me donner la parole., Juste pour être sûre de bien comprendre. Moi, je lis en fait dans la délibération qu'est supprimée la prise en charge par la Ville des dépenses de location du PGL et qu'elles feront l'objet d'une facturation directe aux organisateurs de ces festivals, c'est à dire qu'avant, c'était la Ville qui était facturée et cela à un autre tarif ?. Maintenant, c'est les organisateurs qui vont bénéficier des réductions ?. Si vous pouvez m'éclairer.

**Mme Isabelle DUPUY :**

Je vais donner la parole à Jacques Hardoin, mais, s'il le faut d'ailleurs, on détaillera ultérieurement. Mais la situation dans le fond ne change pas. C'est techniquement. Jacques Hardoin, vous pourrez peut-être dire quelque chose, mais oui, je vous laisse compléter.

**M. Jacques HARDOIN :**

Oui, effectivement désormais compte tenu de la transparence de ces tarifs, ils seront directement facturés au Palais du Grands Large et il facturera directement aux associations.

**Mme Isabelle DUPUY :**

Ce que je veux dire, c'est que le montant en fait, ce n'est pas une manière de remettre en cause à ce jour le montant du soutien en matière de subvention qu'on accorde à ces festivals. Et je voulais dire autre chose, pardonnez-moi, j'ai un oubli, ce n'était pas le propos.

**Mme Sophie BEAUDOUT :**

Je veux juste être sûre de vraiment bien comprendre ce que je lis ou ce que moi je lis, est bien ce qui est écrit. C'est-à-dire que maintenant on va facturer directement les organisatrices de ces festivals, ce qui n'était pas le cas avant, jusque-là est-ce que cela va, on est en phase ?

Donc ce que je lis, c'est-à-dire que pour l'organisation des festivals, la facturation se fera selon les dispositions suivantes, c'est à dire avec les montants réduits dont on vient de parler : 50 %, 30 %, 30 %, es réductions-là vont donc bénéficier directement aux associations organisatrices et cela ne passera pas par les comptes de la Ville. Est-ce que jusque-là on est d'accord ?, Donc, ce sont des réductions qui sont accordées aux organisateurs de ces festivals.

**Mme Isabelle DUPUY:**

C'était avant facturé directement à la Ville, mais là, ce sera sous forme de subvention. Enfin, je ne sais pas comment dire en termes techniques, ce sont des ajustements techniques, mais dans le fond, le niveau de soutien de la Ville à ces associations qui prenaient en fait, et c'est là que je voulais compléter, qui prenaient déjà en charge, mais c'était pour un montant forfaitaire qui était calé dans les conventions pluriannuelles et voilà, cela ne change pas. Cela est un peu complexe mais c'est bien, on l'a fait et c'était nécessaire parce que comme des travaux avaient eu lieu, encore une fois, il y avait des choses qui ne correspondaient plus. La réalité d'avant n'est plus celle d'aujourd'hui et donc c'est là où je voulais en venir : par exemple la rotonde CEZEMBRE donc la très belle rotonde qui a été construite récemment si elle veut être louée et/ou réservée par ces festivals, c'est un supplément par exemple, cela ne fait partie, on s'entend en fait, sur une location à un montant forfaitaire qui sont listés un certain nombre de mises à disposition dans le détail et si le festival veut des choses supplémentaires qui ne sont pas listées. Mais en fait, cela ne répond pas à votre question. Cela me permet de compléter pardon, mais ce qui est sûr c'est qu'on va vous apporter des détails ultérieurement. Mais dans le fond cela ne change pas par rapport à ce qui était accordé avant. Cela reste dans le montage forfaitaire d'avant, en fait cela ne va rien changer pour le festival, s'ils ont des demandes supplémentaires, voilà.

**Mme Sophie BEAUDOUT :**

J'ai besoin de comprendre, je suis navrée, cela fait partie de mes défauts, donc juste pour que je sois sûre. Vous me dites, Madame DUPUY, que les subventions accordées à ces festivals par la Ville vont être flattes, c'est à dire, cela ne bougera pas.

**Mme Isabelle DUPUY :**

À ce jour.

**Mme Sophie BEAUDOUT:**

Vous m'avez dit, c'est la subvention égale.

**M. Jacques HARDOIN :**

Attendez, je crois, Madame BEAUDOUT a raison de poser la question sans doute parce que cela n'est pas suffisamment clair. En fait, il paraissait plus logique que la facturation se fasse entre le Palais du Grand Large et les associations utilisatrices. C'est beaucoup plus logique que cela passe directement de l'un vers l'autre plutôt que par la Ville. Donc, si les associations doivent supporter des frais de location du Palais du Grand Large qu'elles ne supportaient pas jusqu'à aujourd'hui, bien entendu, les subventions aux dites associations seront ajustées en conséquence. Elles seront ajustées à la hausse pour couvrir les frais de la facturation. C'est clair que dans ce projet, les associations n'auront pas à supporter elles-mêmes ce changement de règles.

Ce changement de règle, il intervient juste pour les facturer directement du Palais du Grand Large aux associations quitte après à ce que la Ville augmente, lesdites subventions aux associations. Est-ce que cette fois je suis clair ?

**Mme Sophie BEAUDOUT :**

Ce que je comprends c'est que jusqu'à présent et je pense que cela va durer, la Ville accorde des subventions aux associations organisatrices de ces 3 festivals. Jusque-là, cela va. Je vais finir juste pour qu'on déroule tout le raisonnement, sinon on ne va pas y arriver je pense. Alors donc, c'est le premier point. Le 2<sup>ème</sup> point jusqu'à présent, c'était la Ville qui prenait en charge la facturation qui était facturée par le PGL pour l'organisation des 10 événements, jusque-là, on est d'accord aussi parfait. Donc, à présent cet avenant-là modifie les choses, c'est-à-dire que la facturation va être faite directement du PGL aux organisateurs, mais avec les réductions qui étaient au préalable consenties lors de la facturation à la Ville. Est-ce que jusque-là j'ai bien compris ? Autrement dit, c'est le PGL qui va porter une partie des subventions qui sont accordées aux associations organisatrices des événements.

**M. Jacques HARDOIN :**

Mme BEAUDOUT, je ne comprends pas votre question. Le PGL va porter quoi ? Il n'y a pas de manque à gagner pour le PGL.

**Mme Sophie BEAUDOUT :**

Les subventions qui étaient accordées par la Ville avant aux associations organisatrices, admettons qu'on accorde 100 que cent-là comprennent la partie location de la salle, que la Ville payait au préalable avec les tarifs négociés. Demain, la subvention qui est accordée directement à la Ville à la fameuse association qui touchait 100, elle reste 100 ou elle est 100 moins ce qui était pris en charge pour la location.

**M. Jacques HARDOIN :**

Non, elle est 100 parce qu'elle couvre des tas d'autres choses que la location du Palais du Grand Large. Donc elle est 100, plus le montant de la facture que devra payer l'association au PGL. Aujourd'hui, c'était la Ville qui payait en partie la mise à disposition du PGL en attribuant des remises aux associations qui utilisaient le PGL. Demain, ces remises seront peu ou prou à peu près les mêmes, simplement, elles ont été cadrées dans l'ordre de 50 %, 30 % et 30 %, les factures du PGL seront payées directement par les associations et la Ville ajustera les subventions à ces dites associations en fonction des factures qu'elles auront à régler au PGL. Je ne pense pas pouvoir être plus clair.

**Mme Isabelle DUPUY:**

Je m'engage à ce que, des détails soient à nouveau donnés. Mais pour résumer, il était plus logique que les organisateurs acquittent directement la facture, plutôt que ce soit la Ville et la subvention, sera en effet ajustée en conséquence, celui qui loue supporte le risque. Il est logique que ce soit l'organisateur, c'est cela la logique. Après moi, j'ai fait un amalgame d'où, effectivement je vous ai induit en erreur enfin à me réinterroger parce que en fait, dans ce genre d'événement, il n'y a pas qu'une subvention, il y a un soutien global de la Ville, vous savez avec des valorisations et cetera et c'est pour cela qu'il y a finalement ce soutien. Je pense qu'on a clarifié.

**Mme Sophie BEAUDOUT :**

Cela me paraît un peu compliqué pour tout le monde, donc le mieux ce serait peut-être de prendre puisque on compte sur vous pour revenir vers nous de manière à ce qu'on puisse comprendre, peut-être de nous prendre un exemple et de le décortiquer pour qu'on soit sûr, qu'on comprend bien la même chose que vous.

**Mme Isabelle DUPUY :**

On pourra faire cela et je finis en donnant la parole à Jacques HARDOIN.

**M. Jacques HARDOIN :**

Oui, je ne pensais pas que cette question apporterait tant de demandes, de précisions, mais c'est très bien, c'est que ce n'est pas clair, quand on demande des précisions. En résumé, rien ne change. Simplement, c'est des jeux d'écriture différents qui se dérouleront, mais rien ne change sur le fond. Les associations continueront d'être subventionnées pour leurs grandes manifestations. On parle quand même des 3 plus grandes prestigieuses manifestations de la Ville, donc il n'y a aucun changement par rapport à cela. Simplement, il y a un jeu d'écriture parce qu'il paraissait plus clair que le PGL facture directement les associations, charge à la Ville de réajuster le montant des aides qu'elles attribuent à ces associations. Moi je pense que c'est très clair, on vous apportera les éléments nécessaires, mais il n'y a aucun problème et il n'y a aucun souci avec les associations en question.

**Mme Sophie BEAUDOUT :**

Dans la mesure où moi, je suis amenée à donner ma voix, vous comprendrez bien que je ne le fais pas sur quelque chose que je ne comprends pas, d'où mon questionnement, cela me paraît plus que légitime. Donc si cela pose un problème, on peut en parler, mais moi, cela me semble légitime de vous demander des explications pour être sûre que je comprends bien ce que je lis. J'ai commencé ma question comme cela et je n'ai aucune autre intention que cela.

**M. Jacques HARDOIN :**

Et c'est ce que je vous ai répondu qu'il était tout à fait logique de demander des précisions quand on jugeait que les choses n'étaient pas claires. Je vous redis encore une fois les choses. C'est un jeu d'écriture et c'est essentiellement un jeu d'écriture. Je vois que Madame Le Gagne est dubitative sur mon propos, j'en suis surpris. Je vois que vous hochez de la tête, mais il n'y a aucun en tous les cas, il n'y a aucun problème.

**Mme Anne LE GAGNE :**

Non, je ne fais que vous regarder !

**M. Jacques HARDOIN :**

Ah bon ? Très bien. Je vous remercie. Il n'y a aucun problème sur cette délibération, qui à mon avis, est tout à fait explicite et pourra vous être expliquée plus avant si vous le souhaitez.

**Mme Isabelle DUPUY :**

Alors tout à fait, je propose de soumettre cette délibération au vote et je me suis donc engagée à ce que des détails soient apportés via un exemple concret. Donc, après cet échange riche qui s'abstient ? Nous avons : Madame BEAUDOUT, Madame LE GAGNE, Madame CLAVIER, Madame SAGET, Monsieur VAURY, Madame SAGET ayant la procuration pour Monsieur RICHARD. Voilà qui votre contre ?, Donc je vous remercie. Et je rappelle Monsieur le Maire et les autres élus.

- - - - -

**- 7 - Dotation à l'Investissement Local (DSIL 2023) - Demandes de subvention**

M. Nicolas BELLOIR rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 8 - Aménagement du Parc du Vau Garni - Demande de subvention au titre de la renaturation des villes et des villages- Agence de l'Eau**

Mme Céline ROCHE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 9 - Concession de service public pour la gestion et l'exploitation de la fourrière automobile - Choix du concessionnaire**

Mme Florence ABADIE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 10 - Plan 5000 terrains de sport (2022-2024) - Demande de subventions auprès de l'Agence Nationale du Sport**

M. Abel KINIÉ rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

## **- 11 - Fixation des prix de l'hébergement des travailleurs saisonniers au sein de l'internat du Lycée Maritime Florence Arthaud**

M. Gilles LURTON rapporte la délibération.

### **M. Gilles LURTON :**

Dans le même temps, nous mettrons à disposition par convention de l'UMIH un appartement que la Ville possède. Cela n'est pas dans la délibération, mais je vous apporte la précision que la Ville possède au dernier étage du bâtiment du théâtre Chateaubriand, un appartement de 3 chambres et une salle de bain, que l'UMIH va aménager en 4 chambres pour mettre à disposition de saisonniers.

Voilà cette délibération. Est-ce qu'elle appelle des questions de votre part ? Oui, Madame la Gagne.

### **Mme Anne LE GAGNE :**

Merci, Monsieur le Maire, de soutenir ce projet qui va bénéficier aux saisonniers. Une question, on est bien d'accord que c'est l'UMIH Logement ?

### **M. Gilles LURTON :**

Oui, c'est l'UMIH Logement.

### **Mme Anne LE GAGNE :**

Donc pas de l'association créée par l'UMIH donc c'est la première question pour bien préciser les choses.

### **M. Gilles LURTON :**

Oui, tout à fait !

### **Mme Anne LE GAGNE :**

Que l'on est tout à fait dans la même philosophie de ce qui s'est passé donc au lycée hôtelier de Dinard l'année dernière, donc on réplique en fait, l'initiative dinardaise. Un sujet qui avait été soulevé au niveau du lycée hôtelier de Dinard, c'était les frais de gardiennage ou de sécurité qui étaient à hauteur de 25 ou 30 000 € pour lequel il y avait une demande de prise en charge par l'agglomération. Je voulais savoir, voilà quels étaient les frais annexes pour lesquels il y aurait des sollicitations éventuelles, soit dans cette enceinte, soit dans l'enceinte de l'agglomération.

### **M. Gilles LURTON :**

Tout est compris dans le prix total de la prestation de 44 214 € H.T, y compris le gardiennage, en sachant que la Région prendra à sa charge les premiers équipements : un lieu avec un réfrigérateur, un micro-ondes, une bouilloire et tout ce dont peut avoir besoin une personne logée de façon saisonnière.

### **Mme Anne LE GAGNE :**

Il n'y a pas du tout, en fait de subvention de la part de l'agglomération. Parce que effectivement, on peut imaginer que les saisonniers qui peuvent, qui pourront en bénéficier, peuvent venir d'autres villes que de la Ville de Saint-Malo.

**M. Gilles LURTON :**

Pour le moment, mais il est tout à fait possible que l'agglomération soit saisie d'une demande de subvention.

**Mme Anne LE GAGNE :**

Je l'ai fait ce soir.

**M. Gilles LURTON :**

Mais, je pense que c'est à la limite pour s'en charger. D'autres questions ? Il n'y en a pas  
On vote cette délibération, pas d'opposition(s). Pas d'abstention(s), la délibération est adoptée.

- - - - -

**- 12 - Projet Urbain Partenarial - Le Mottais - Convention de PUP entre la Ville de Saint-Malo et la SNC BATIMALO, pour la réalisation d'un programme de 10 logements en accession libre**

Mme Karine CHOUIKHA rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 13 - Projet Urbain Partenarial - Secteur Château Malo/Paul Cézanne**

Mme Anne-Laure MOREAU rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 14 - Fiscalité de l'urbanisme - Modification du taux et des exonérations de la taxe d'aménagement**

M. Serge BESSEICHE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 15 - Taxe Locale sur la publicité extérieure - Approbation des tarifs actualisés pour l'année 2024**

M. Serge BESSEICHE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 16 - PAE de la Maison Neuve - Convention de participation entre la Ville de Saint-Malo et la SCI la Janais, pour la régularisation d'un permis de construire**

M. Serge BESSEICHE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 17 - Rue de la Croix Raux - Vente d'une emprise communale au profit de la société LAMOTTE/SACIB dans le cadre d'un programme immobilier faisant l'objet d'un PUP**

M. Serge BESSEICHE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 18 - Secteur du Rosais - Acquisition d'une emprise complémentaire auprès du Centre Hospitalier de St Malo dans le cadre de l'aménagement d'une coulée verte**

Mme Elodie FARCOT-JAFFRELOT rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 19 - Echange foncier entre M. David BRAULT et la Ville de Saint-Malo - Chemin de la Corderie**

M. Serge BESSEICHE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 20 - Lotissement du Domaine du Champ Joly - Acquisition d'une emprise foncière d'espace vert auprès de l'association syndicale représentée par Mme LE JEUNE**

Mme Anne-Laure MOREAU rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -



**- 21 - 4 Rue de la Balue - Acquisition d'une emprise auprès de M et Mme FITZNER pour l'élargissement de la rue**

M. Serge BESSEICE rapporte la délibération.

**M. Gilles LURTON :**

Merci beaucoup. Nous continuons d'acquérir les surfaces qui demain nous permettront d'élargir la rue de la Balue et d'y créer une belle voie d'entrée dans Saint-Malo et Saint-Servan. Est-ce qu'il y a des questions ? Pas de questions, pas d'opposition, pas d'abstention. Donc la délibération est adoptée.

- - - - -

**- 22 - Secteur de la Caillebotte - Acquisition d'un terrain auprès de M. POIRIER DU LAVOUER**

M. BASTIDE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 23 - Passage du Bois Joli - Acquisition d'une emprise foncière de voirie auprès de Mme Bernadette POUPINET**

Mme Tiphaine RENARD rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 24 - Rue des Frères Saint-Mleux - Acquisition d'une emprise foncière de voirie auprès de la SCI les 7 Iles représentée par M. BIZEUL**

Mme Tiphaine RENARD rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 25 - Rue des Frères Saint-Mleux - Acquisition d'une emprise foncière de voirie auprès de M. Jean-Louis BELANGER et Mme Kelig MABIL**

Mme Tiphaine RENARD rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 26 - Rue des Frères Saint-Mleux - Acquisition d'une emprise foncière de voirie auprès de M. Romain GUILLOUCHE**

Mme Tiphaine RENARD rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 27 - Rue des Frères Saint-Mleux - Acquisition d'une emprise foncière de voirie auprès de la SCI Le Joli Bois représentée par M. LEJOLIVET**

Mme Tiphaine RENARD rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 28 - Rue des Frères Saint-Mleux - Acquisition d'une emprise foncière de voirie auprès de M. Eric LE DOEUFF**

Mme Tiphaine RENARD rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 29 - Convention de servitude pour passage de canalisation électrique souterraine avec ENEDIS - Place Anne de Bretagne**

Mme Pierrette TRONEL rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 30 - Convention de servitude pour passage de canalisation électrique souterraine avec ENEDIS - Avenue de Marville**

Mme Pierrette TRONEL rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 31 - Convention de servitude de passage de canalisations GRDF - Rue Claude Bernard**

Mme Pierrette TRONEL rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 32 - Convention de mise à disposition d'une emprise foncière en vue d'implanter un poste de transformation électrique ENEDIS - rue de l'Etrier**

Mme Pierrette TRONEL rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 33 - Contribution financière de la Ville de Saint-Malo pour le suivi des herbiers à zostères de la Varde**

Mme Sophie LAUDE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 34 - Convention avec la Société Nautique de la Baie de Saint-Malo (SNBSM) pour définir les conditions d'accueil des bateaux du pôle Course au large au port de plaisance des Sablons**

M. Jean-Virgile CRANCE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 35 - Convention de participation financière pour la gestion des navettes bus durant la Route du Rhum 2022**

Mme Karine CHOUIKHA rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 36 - Avenant n° 7 au contrat de délégation de service public du stationnement payant sur voirie et en enclos de surface**

Mme Karine CHOUIKHA rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 37 - Aides aux manifestations sportives à l'initiative des clubs malouins - Répartition des crédits 2023**

Mme Caroline CRANCE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 38 - Animations sportives estivales volley vacances 2023**

Mme Caroline CRANCE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 39 - Convention relative à l'externalisation d'une Unité d'Enseignement au sein de l'école élémentaire Legatelois**

Mme Caroline DESQUESES rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 40 - Projet des 1000 jours - Convention d'aide financière avec la caisse d'allocation familiale - Aide à l'investissement**

Mme Sophie LEPRIZÉ rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 41 - Convention d'objectifs et de financement avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF)- Lieux d'accueil enfants-parents (LAEP)**

Mme Sophie LEPRIZÉ rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 42 - Adhésion à l'association "Planète Sciences" et convention d'objectifs et de moyens fixés entre la Ville de Saint-Malo et cette Association pour l'organisation de l'opération "Espace dans ma ville"**

**M. Gilles LURTON :**

M. KINIE va rapporter la délibération.

**M. Abel KINIE :**

Merci, Monsieur le Maire. Je veux me permettre un petit mot d'introduction sur la jeunesse.

**M. Gilles LURTON :**

Pas de problème.

**M. Abel KINIE :**

Merci, Monsieur le Maire. Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2022, la Ville de Saint-Malo s'est dotée d'une Direction de l'Enfance et de la Jeunesse, avait comme ambition d'élaborer et mettre en œuvre une feuille de route opérationnelle à l'attention des 11- 30 ans, dans le sillage de la création de la Direction de la Famille et des Solidarités. Ces démarches répondent un double défi. Le premier, il s'agit de développer les services à l'attention des jeunes et de leur famille afin de faciliter leur parcours, leur émancipation et leur émerveillement. Le 2<sup>nd</sup> défi permet d'appréhender des enjeux de société, des besoins de territoires sous l'angle de la jeunesse, en faisant des jeunes, des acteurs citoyens ouverts sur le monde, épanouis, autonomes et fiers de leur ville.

Notre ambition est, Monsieur le Maire, de faire du Pôle Jeunesse un lieu de référence pour les jeunes, de développer, dynamiser l'action du service Info Jeunesse et l'espace jeunes mais également d'élargir l'action du CMJ.

En effet, la littérature récente montre que la sédentarité représente un risque sanitaire important et un jeune sur 2 de 11 à 17 ans présente un risque sanitaire très élevé.

En janvier 2022, le dernier baromètre de la Direction de la Jeunesse et de l'Education Populaire et de la Vie Associative publié par l'Institut National de la Jeunesse et d'Education Populaire a pointé que le moral des jeunes avait été très affecté par la crise sanitaire récente. Ils étaient en effet que 59 % pensaient que leur vie actuelle correspondait à leurs attentes, soit le plus bas niveau depuis 2016. Un certain pessimisme accentué sur les jeunes en difficulté professionnelle. Et la dernière étude de Santé Publique en France, publiée ce mardi 20 juin 2023, pointe ainsi que 13 % des jeunes scolaires périmètres ville, c'est-à-dire 6-11 ans, présentant un trouble probable de santé mentale.

Et en même temps, les jeunes sont des leviers de changement très puissants puisqu'un jeune sensibilisé permet de toucher 10 adultes. Les jeunes ont besoin de nous et c'est maintenant ! Il convient de construire des opportunités permettant d'animer cette politique Jeunesse et de renforcer ces dynamiques en mettant les jeunes au cœur des projets. Ces premières délibérations sur l'action Jeunesse participent ainsi à la construction d'une politique transversale et partenariale concourant à l'accompagnement des parcours des jeunes vers l'autonomie. Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil municipal, je termine ce propos introductif en reprenant cette célèbre, cette excellente citation de Joseph Joffo « Par la jeunesse vient la promesse d'un avenir meilleur ! » pour tous.

M. Abel KINIÉ rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 43 - Demande de subventions à l'Etat - dans le cadre du Contrat de Ville - et à la Caisse d'Allocations Familiales dans le cadre d'un appel à projets "Jeunesse" pour l'organisation de l'opération "Espace dans ma ville"**

M. Abel KINIÉ rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 44 - Révision des tarifs 2023 - Additif à la délibération n° 7 du Conseil Municipal du 15 décembre 2022 - Direction Enfance et Jeunesse**

M. Abel KINIÉ rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 45 - Coopérative Jeunesse de Services - Animation du comité local et convention de partenariat - Direction Enfance et Jeunesse**

M. Abel KINIÉ rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 46 - Convention de partenariat entre la Ville de Saint-Malo et le Conservatoire National des Arts et des Métiers relative à la présentation de l'adaptation de l'exposition temporaire "Explorer l'infiniment...", au musée d'histoire de Saint-Malo, de juillet 2024 à novembre 2024**

Mme Isabelle DUPUY rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 47 - Médiathèque de la Grande Passerelle - Convention de partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) d'Ille-et-Vilaine dans le cadre de son soutien aux activités de la ludothèque**

Mme Isabelle DUPUY rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 48 - Avenant n° 1 au contrat de délégation de service public entre la Ville de Saint-Malo et la Société Culture et Avenir, délégataire des Théâtres municipaux**

Mme Isabelle DUPUY rapporte la délibération.

**M. Gilles LURTON :**

Pas facile de s'y retrouver dans ces chiffres, mais c'est pourtant très clair, merci beaucoup, Isabelle. Est ce qu'il y a des questions ? Oui, Madame Le Gagne.

**Mme Anne LE GAGNE :**

Donc là en fait, si je comprends bien, c'est l'avenant permettant à la Ville une avance de trésorerie à Culture et Avenir, si j'essaye de comprendre la finalité.

**M. Gilles LURTON :**

Oui. Madame Dupuis à la parole.

**Mme Isabelle DUPUY :**

Oui, alors il y a 2 choses. Il y a le fait que la Ville par le présent avenant exonère le délégataire du paiement des pénalités financières au taux parce qu'en fait, on considère que ce retard de paiement n'est nullement lié à une faute du délégataire, c'est le premier point. Le 2<sup>ème</sup> point, c'est que la Ville a majoré ce que vous disiez Madame Le Gagne l'acompte de la compensation. En fait, c'est l'échéancier qui est modifié, mais en tout la compensation reste la même, donc 975 000 €. C'est simplement pour les aider dans ces difficultés de trésorerie, oui voilà, c'est une avance de trésorerie.

**Mme Anne LE GAGNE :**

En résumé, c'est une avance de trésorerie, voilà de 65 000 €. Ok très bien.

**M. Gilles LURTON :**

Est-ce qu'il y a d'autres demandes de prise de parole ? S'il n'y en a pas, je mets aux voix cette délibération. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Il n'y a pas d'opposition(s). Est-ce qu'il y a des abstentions ? Il n'y en a pas. La délibération est donc adoptée.

- - - - -

**- 49 - Avenant financier n° 1 à la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec l'Association Choeur du Festival de Musique Sacrée - Cathédrale de Saint-Malo pour l'organisation du Festival de Musique Sacrée - Edition 2023**

Mme Isabelle DUPUY rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 50 - Avenant financier n° 2 à la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec l'Association Rock Tympan pour l'organisation du Festival La Route du Rock - Collections Hiver et Eté - Année 2023**

Mme Isabelle DUPUY rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 51 - Avenant financier n° 2 à la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec l'Association Musique au Large pour l'organisation du Festival Classique au Large - Année 2023**

Mme Isabelle DUPUY rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 52 - Avenant financier n° 2 à la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec l'Association Quai des Bulles pour l'organisation du Festival de la Bande Dessinée et de l'Image Projetée - Année 2023**

Mme Isabelle DUPUY rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

**- 53 - Service Patrimoine - Musée - Adhésion à la Fédération des Ecomusées et des Musées de Société**



M. Jacques HARDOIN rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 54 - Service Patrimoine - Musée - Adhésion à l'Association Française des Régisseurs d'Oeuvres d'Art (AFROA)**

Mme Isabelle DUPUY rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 55 - Révision des tarifs 2023 - Additif à la délibération n° 7 en date du 15 décembre 2022 - Conservatoire & Services du Patrimoine**

Mme Isabelle DUPUY rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 56 - Billetterie Culturelle Centralisée - Convention avec l'Association Festival International du Cirque de Bretagne**

Mme Tiphaine RENARD rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 57 - Convention d'objectifs et de moyens fixée entre la Ville de Saint-Malo et l'Association Salée pour l'organisation du concours "Raconte ta mer" et versement d'une subvention**

M. Abel KINIE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

## **- 58 - Modalités de compensation financière entre employeurs en cas de transfert de compte épargne temps**

M. Jean-Virgile CRANCE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

## **- 59 - Indemnités de déplacement pour fonctions itinérantes**

M. Jean-Virgile CRANCE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

## **- 60 - Fixation du taux de vacation des animateurs intervenant en centres de loisirs en période estivale**

M. CRANCE rapporte la délibération

**M. Gilles LURTON :**

Est-ce qu'il y a des questions ? Oui, Mme BEAUDOUT ;

**Mme Sophie BEAUDOUT :**

Merci, Monsieur le Maire, j'ai une question pragmatique, est-ce que cela fait partie des leviers qui permettront d'éviter la pénurie d'animateurs qui a posé problème l'année dernière ? Et d'ailleurs, est-ce que vous pouvez à cette occasion-là nous faire un petit point sur comment cela se passe au niveau de l'accueil de loisirs ? Parce que c'était tendu.

**M. Gilles LURTON :**

Alors je pense que la situation, elle est toujours tendue et que je ne pense pas que ce levier permet de faire face autant que nous le souhaiterions, à la pénurie d'animateurs. Madame DESQUESSES peut prolonger ma réponse.

**Mme Caroline DESQUESSES :**

Oui, tout à fait. Merci, Monsieur le Maire, oui, comme de nombreuses collectivités, la Ville de Saint-Malo est confrontée depuis plus d'un an à une pénurie en matière d'animateur. Donc on travaille sur le sujet, on travaille sur la possibilité de créer un BAFA territorial par exemple pour pouvoir valoriser cette fonction d'animateur et pour pouvoir retrouver des animateurs en accueil de loisirs.

Donc on comprend effectivement le désarroi des familles qui se trouvent parfois sans mode de garde, mais on constate aussi qu'il y a énormément de familles qui prennent en otage d'autres familles, donc on travaille également sur les absences en accueil de loisirs. On a constaté que sur 2 périodes, la période de février également la période des vacances de Pâques, de nombreuses familles n'avaient pas mis leurs enfants en accueil

de loisirs. On a regardé cela sur plus de 2 à 3 jours, donc ces familles ont reçu un courrier pour leur demander de bien préciser pourquoi ils ne mettaient pas leurs enfants en accueil de loisirs et surtout pour souligner le manque de respect vis-à-vis des autres familles qui ont besoin d'un mode de garde. Donc on se trouve confronté à des familles qui prennent en otage d'autres familles. Et de fait, on a envoyé à peu près une cinquantaine de courriers concernant les vacances de Pâques et les vacances de février.

Egalement d'autres courriers concernant les absences en accueil de loisirs sur la période de l'ascension, le vendredi après l'ascension, on a constaté que beaucoup de familles ne mettaient pas leurs enfants, donc on a également envoyé des courriers pour ces familles-là pour leur montrer qu'elles mettent en difficulté d'autres familles. Donc on travaille vraiment également sur des critères pour pouvoir accéder à une place en accueil de loisirs, donc il y a un gros travail qui est réalisé.

Cet après-midi, j'étais encore à Saint-Malo agglomération, à travailler avec des personnes du service animation et des personnes de Saint-Malo agglomération pour trouver des possibilités de créer un BAFA territorial. On a des pistes, mais c'est très difficile et on ne peut pas augmenter les capacités en accueil de loisirs, dès l'instant qu'on doit respecter la réglementation qui est 1 animateur pour 8 en maternelle, un pour 12 en élémentaire. De fait, on ne peut pas augmenter puisqu'on doit respecter vraiment cette réglementation et donc on propose sinon aux familles d'essayer de trouver des modes de garde à plusieurs familles. Voilà c'est comme les assistantes maternelles, qui ont un agrément pour un nombre d'enfants et qui ne peuvent pas prendre plus d'enfants que prévu.

**M. Gilles LURTON :**

Oui, Madame BEAUDOUT, vous avez la parole.

**Mme Sophie BEAUDOUT :**

Merci, Mme DESQUESSES. Dans un premier temps, je voulais souligner quand même que des familles ne prennent pas en otage d'autres familles. La réalité, c'est que pour bénéficier d'une place, il faut être dans les premiers inscrits et donc c'est la défaillance du système qui fait que les parents se précipitent sur les inscriptions pour être sûrs d'avoir une place pour leurs enfants, notamment quand les 2 parents travaillent et quand il n'y a pas de famille dans le coin, ou les familles monoparentales, c'est un sujet que j'avais déjà soulevé l'année dernière. Donc ça, c'est le premier point.

Je pense que je doute que les familles aient une intention de nuire aux autres familles. Si vous me permettez de soulever ce point, je pense qu'elles sont en difficulté et qu'il faut entendre cela et se poser la question de savoir comment est-ce qu'on peut résoudre cette difficulté ? C'est la question qu'on avait soulevée déjà l'année dernière à laquelle vous aviez déjà apporté une réponse, qui est : « on étudie les solutions ». Ce qui ne répond pas, du coup aux préoccupations des familles qui donc continuent à s'inscrire dès que c'est ouvert. On avait déjà aussi évoqué la possibilité de proposer des solutions alternatives avec des mises en contact. Vous m'aviez déjà répondu que ce serait étudié. Moi ce que je voudrais savoir, concrètement lorsque nous sommes saisis par les familles qui rencontrent ces difficultés, lorsque nous sommes saisis de demandes, quelle réponse leur apporter concrètement ? Pour que ces gens-là puissent continuer à travailler, que ce ne soit pas des familles qui soient dans l'obligation, comme on l'avait évoqué, de prendre alternativement leurs vacances pour avoir des solutions pour gérer

leurs enfants ce qui n'est clairement pas, à mon avis un bon message pour les familles aujourd'hui.

**M. Gilles LURTON :**

Mme DESQUESES, vous avez la parole.

**Mme Caroline DESQUESES :**

Merci concrètement, je pense quand même qu'il faut souligner l'importance des familles qui ne mettent pas leurs enfants en accueil de loisirs, qui ont réservé des places. C'est ce que je viens de vous dire et qui, de fait, ne libèrent pas ces places et on ne peut pas les utiliser à la dernière minute. Donc je trouve quand même grave de réserver des places et de ne pas avoir conscience que d'autres en ont besoin. Alors après, on peut justifier évidemment la maladie, c'est tout à fait recevable. Mais il y a un moment donné quand même où je trouve qu'il faut avoir un peu de civisme et réaliser que malheureusement, la réglementation elle doit être respectée. Cette réglementation et moi, je ne suis pas magicienne, je ne vais pas fabriquer des BAFA. Après, sur le portail effectivement, les gens se précipitent, mais on constate que c'est comme cela dans toutes les communes. Depuis un an, les gens mettent de plus en plus leurs enfants en accueil de loisirs. La demande, elle a explosé, elle n'est plus celle qui était il y a 3 ans. Donc, de ce fait, les gens, effectivement, se ruent sur le portail famille, mais ils n'ont même pas forcément la nécessité de prendre des places. Bien souvent, on a même constaté que des familles avaient réservées 3 semaines l'année dernière pendant la période d'été pour des enfants et qu'ils n'ont pas mis non, mais je ne vous engueule pas, mais c'est la réalité. Si vous croyez que c'est simple, sincèrement, quand vous avez des familles qui réservent des places mais qui ne mettent pas leurs enfants ? On est quand même confrontés à cela, donc le portail, c'est vrai que cela est compliqué ! Mais les familles qui réservent des vacances pour partir en vacances, elles ont, je ne sais pas aucune difficulté, pourtant il y a énormément de demandes sur tous les sites possibles. Là, pour les accueils de loisirs, tout le monde se précipite, réserve un maximum de places alors qu'ils n'en ont pas l'utilité. Et c'est cela que je veux dire. Réserver pour réserver, ce n'est pas une solution, donc on envoie des messages.

Quels sont les solutions ? On envoie des messages aux familles pour leur dire : est-ce que vous êtes sûr d'avoir besoin de ces places, si vous n'êtes pas sûr ? Merci de bien libérer ces places pour laisser la place aux autres. Après, les familles nous envoient des mails et quand on a des solutions, si on a des places qui se libèrent, bien évidemment on les remet à disposition et on propose des places aux familles. On essaie de trouver des solutions de substitution par exemple, si des enfants sont à Courtoisville et qu'il y a de la place à Bellevue et on propose aux familles de mettre leurs enfants à Bellevue. On cherche des solutions et on a augmenté la capacité de place.

**M. Gilles LURTON :**

De combien a augmenté la capacité ?

**Mme Caroline DESQUESES :**

On a augmenté la capacité de place, je n'ai pas les chiffres-là avec moi. Enfin je vais vous donner par exemple les chiffres pour cet été. On est sur 344 places sur la période de juillet et au mois d'août, on est sur 260 places. Pourquoi 260 places au mois d'août ? Parce que tout simplement, on a moins d'animateurs et qu'il y a moins de familles qui

font des demandes en août. Mais on manque d'animateurs. Donc comme je vous l'ai dit tout à l'heure, on ne peut pas ouvrir des places sur le portail famille si on n'a pas la capacité de respecter cette réglementation donc vous me dites, vous ne cherchez pas des solutions ? Si bien évidemment on cherche des solutions à ouvrir, plus de place. On a dû augmenter de 20 places par rapport au premier été où on était arrivé au mois de juillet, on a augmenté de 20 places les capacités d'accueil. Dès qu'on peut-on augmente les places bien évidemment, mais il faut mettre un animateur en face.

**M. Gilles LURTON :**

Oui, Mme BEAUDOUT.

**Mme Sophie BEAUDOUT :**

Merci Monsieur le Maire, merci Madame DESQUESSSES. Je voudrais juste dire pour qu'il n'y ait pas de doute sur ce que je dis, respecter la réglementation, faut-il le rappeler, j'ai été juriste donc chez moi, c'est quelque chose qui parle, donc c'est pas du tout le sujet. Je pense que là on se tromperait de combat, si on allait là-dessus, c'est pas du tout le sujet.

Le sujet, c'est ce que j'ai souligné. J'entends bien, qu'il y a des parents qui réservent des places alors qu'ils ne sont pas sûrs. Et vous me dites s'ils ne sont pas sûrs de les utiliser, il faut qu'ils les annulent. Non ? Il faut qu'ils les annulent s'ils sont sûrs de pas les utiliser parce que sinon ils savent qu'ils sont dans la mouise. C'est cela ! J'ai du mal à prêter une mauvaise intention aux familles qui font cela. Bon, je pense qu'il y en a quelques-uns mais je trouve inapproprié de généraliser. Je ne pense pas qu'il y ait une intention de nuire ou de piquer la place des voisins. Il faudrait creuser mais j'en doute. Oui, enfin ils ne s'en rendent pas compte.

En tout cas, ce que je dis, c'est qu'on avait déjà parlé de cette solution dont vous nous avez à nouveau parlé ce soir, qui était d'être effectivement un facilitateur dans une certaine mesure de solutions alternatives. Je trouve cela intéressant, je l'avais déjà dit l'année dernière. La question : où est-ce qu'on en est ? Vous me dites effectivement que vous avez augmenté les places, ce dont je me réjouis. Mais quel est le hiatus, encore aujourd'hui, entre le nombre de demandes qu'on a et le nombre de places, est ce que vous savez nous dire ça ?

**Mme Caroline DESQUESSSES :**

Il nous faudrait à peu près 10 à 12 animateurs de plus en BAFA. En fait, on aimerait avoir au moins 10 à 12 animateurs de plus. Sachant que comme quand vous dites, c'est peu de familles, Madame BEAUDOUT, 50 courriers pour des familles qui n'ont pas mis leurs enfants pendant 3 jours. Vous imaginez ce que cela fait par accueil, 50 courriers, 40 pour la période de l'ascension où l'accueil de loisirs a été ouvert le vendredi, où les familles ont profité du beau temps pour aller avec leurs enfants ailleurs, choses qu'ils ont eu raison de faire, mais c'est la collectivité qui paye les agents et qui mobilise les agents à ce moment-là. Donc, vous imaginez un petit peu ? Je me pose la question l'année prochaine, d'ouvrir l'accueil de loisirs le vendredi après l'ascension, vous voulez que je vous dise ?

**Mme Sophie BEAUDOUT :**

Est-ce que les gens paient ?

**Mme Caroline DESQUESES :**

Oui, il paye, mais ce n'est pas une solution, Madame BEAUDOUT. Je demande à ce que les familles disent pourquoi elles ne mettent pas leurs enfants. Quand elles justifient leur enfant est malade je peux l'entendre, mais elles ne justifient même pas la maladie de leur enfant.

D'autre part, je tiens à signaler que la Ville de Saint-Malo a ses accueils de loisirs ouverts toute l'année. Il n'y a que 2 jours dans l'année où les agents ne travaillent pas en accueil de loisirs.

Ce n'est pas du tout le cas des autres collectivités, ni le cas des autres villes de l'agglomération, sachant que certains ferment, par exemple pendant la période de Noël, ferment une semaine ou ferme carrément pendant toute la période de Noël. La Ville de Saint-Malo ouvre ses accueils de loisirs en permanence et donc donne un service à la population malouine, sachant plus de 300 à 350 places, si le sujet vous me dites que le portail famille c'est compliqué.

**M. Gilles LURTON :**

Bon, oui, allez, on va arrêter là c'est bon. Allez oui, Mme DUPUY.

**Mme Isabelle DUPUY :**

En fait, on parlait de solution alternative. Peut-être que les uns et les autres ont pu l'expérimenter. Certaines fleurissent. Je voudrais juste donner un exemple des associations sportives, par exemple pendant les vacances, alors pas toutes les vacances. Les grandes vacances proposent ce qu'elles appellent des stages qui durent toute la journée alors pas des horaires de bureau qui rendent autant service que le centre de loisirs. Mais vous avez des associations sportives qui proposent du multisport ou des sports spécialisés de 09h30 à 17h00 avec possibilité d'apporter un pique-nique. Donc, les malouins qui se renseignent, je les invite et peuvent trouver dans une certaine mesure des solutions alternatives tout à fait recevables. Mais après on se bat et je sais que Caroline DESQUESES le fait depuis le début.

**M. Gilles LURTON :**

Merci beaucoup. On va peut-être arrêter le débat Madame DESQUESES.

**Mme Caroline DESQUESES :**

Une dernière petite chose, on travaille également sur les critères qui peuvent nous permettre d'avoir plus de place, à savoir des critères comme par exemple, il y a des personnes qui mettent leurs enfants à la demi-journée. En mettant à la demi-journée sur le portail famille, cela bloque des journées complètes, donc on travaille à revoir cette possibilité-là pour augmenter les capacités de places également et par exemple éliminer la possibilité de mettre à la demi-journée de façon à augmenter les possibilités sur le portail. Parce que le logiciel portail justement, bloque à la demi-journée des journées qui pourraient être utilisées pour d'autres enfants. Donc on travaille sur les critères également.

**M. Gilles LURTON:**

OK, très bien merci beaucoup. Alors je mets aux voix cette délibération. Pas d'opposition(s), pas d'abstention(s), la délibération est adoptée.

- - - - -

**- 61 - Nouvelle répartition des indemnités des élus suite à la modification de la composition des membres du Conseil Municipal**

M. Gilles LURTON rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 62 - Actualisation du tableau des emplois**

M. Jean-Virgile CRANCE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 63 - Modification de la composition des commissions municipales permanentes**

M. Gilles LURTON rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 64 - Modification de la composition de la commission extra-municipale patrimoine**

M. Gilles LURTON rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 65 - Désignation de représentants de la Ville au sein de la Société Publique Locale Destination Saint-Malo Baie du Mont Saint-Michel**

M. Gilles LURTON rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 66 - Modification de la composition des membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux**

M. Gilles LURTON rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 67 - Désignation de représentants de la Ville au sein de l'Association Nationale des Elus des Territoires Touristiques (ANETT)**

**M. Gilles LURTON :**

Je vais demander à Madame ROCHE et à Monsieur BELLOIR de quitter la salle. Je rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 68 - Rapport annuel du Président sur les travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en 2022**

M. Nicolas BELLOIR rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 69 - Rapports annuels sur l'exécution des délégations de services publics - Année 2022**

M. Nicolas BELLOIR rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

**- 70 - Avis du Conseil Municipal sur la demande de dérogation à la règle du repos dominical formulée par la société CEVA**

Mme Florence ABADIE rapporte la délibération.

Ce point n'appelle pas d'observation(s), ni de débat(s).

- - - - -

La séance est levée à 21h45.



Le 21 septembre 2023

# PROCES-VERBAL

**du Conseil Municipal  
de la Ville de Saint-Malo**

---

Séance Publique du 22 juin 2023 tenue à l'Hôtel de Ville à 18h30, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 43

Nombre de Conseillers effectivement présents : 32

Nombre de pouvoirs : 11

Quorum : 22

Date de transmission de la convocation, de l'ordre du jour et des exposés des rapports aux Conseillers Municipaux : 16 juin 2023

Date d'affichage de la convocation : 16 juin 2023

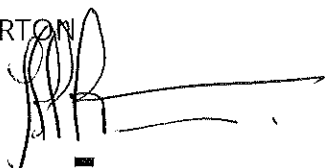
Date de publication de la séance : 23 juin 2023

Le Président de séance, M. Gilles LURTON, rappelle que le Procès-verbal de la Séance du 22 juin 2023, ainsi que l'annexe récapitulative des observations éventuelles, complétée le cas échéant par les observations orales formulées ce jour en séance ont été adressés à tous les Membres du Conseil Municipal.

M. Gilles LURTON soumet alors le procès-verbal à l'approbation de l'Assemblée qui l'approuve à l'unanimité.

Le Président de séance

Gille LURTON



Le(s) Secrétaire(s)

Anna KHELIF-JOURNE

